



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DANS LE NORD CANADIEN

**Rapport sur l'Atelier de planification en santé publique sur le changement climatique, la santé
et le bien-être dans le Nord**

**Les 6 et 7 juillet 2002
Yellowknife (T. N.-O.)**





Santé Health
Canada Canada

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DANS LE NORD CANADIEN

**Rapport sur l'Atelier de planification en santé publique sur le changement climatique, la santé
et le bien-être dans le Nord**

**Les 6 et 7 juillet 2002
Yellowknife (T. N.-O.)**

Bureau du changement climatique et de la santé
Santé Canada
Édifice Sir Charles Tupper
I.A. 6604J
Ottawa (Ontario)
K1A 0K9
ClimatInfo@hc-sc.gc.ca
www.hc-sc.gc.ca/cc
(613) 954-0161

Canada

Notre mission est d'aider les Canadiens et les Canadiennes
à maintenir et à améliorer leur état de santé.

Santé Canada

Pour de plus amples renseignements :
Bureau du changement climatique et de la santé
Édifice Sir Charles Tupper, I.A. 6604J
Ottawa (Ontario)
K1A 0K9

ClimatInfo@hc-sc.gc.ca
<http://www.hc-sc.gc.ca/cc>

Publication autorisée par le
ministre de la Santé

Also available in English under the title
Climate Change and Health & Well-being in Canada's North

On peut obtenir, sur demande, la présente publication en
WordPerfect, PDF, Web et HTML.

© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, 2002

Cat. H46-2/02-290-1

ISBN 0-662-66982-7

Contexte

Dans le cadre du Programme de la sécurité du milieu, le Bureau du changement climatique et de la santé de la Direction générale de la santé environnementale et de la sécurité des consommateurs de Santé Canada a l'honneur de vous présenter les résultats de l'**Atelier de planification en santé publique sur le changement climatique, la santé et le bien-être dans le Nord**, réunion qui a eu lieu les 6 et 7 juillet 2002 à Yellowknife (T.N.-O.).

Historique

Les changements climatiques touchent déjà le Canada, et le Nord canadien sera parmi les régions les plus touchées au pays. Le réchauffement du climat septentrional entraînera de multiples répercussions sur l'écosystème, y compris le dégel du pergélisol, des changements dans les comportements migratoires de la faune et l'augmentation de récoltes durables de poissons et de gibier. La santé et le bien-être des populations du Nord seront affectés au fur et à mesure que celles-ci essayeront de s'adapter à la variation du climat en modifiant leurs pratiques traditionnelles et culturelles. Elles devront tenter de maintenir et d'accroître les infrastructures économiques, sociales et sanitaires nécessaires à une société nordique qui plonge dans le XXI^e siècle. Les changements environnementaux importants et complexes, qui ont déjà commencé à se manifester, réclameront des mesures d'adaptation précoces, notamment dans le secteur de la santé publique.

L'atelier

Afin de sensibiliser les personnes qui s'occupent de santé publique dans le Nord aux questions de changement climatique et de santé, Santé Canada a tenu, les 6 et 7 juillet dernier, à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), un **Atelier de planification en santé publique sur le changement climatique, la santé et le bien-être dans le Nord**. Y participaient les médecins-hygiénistes en chef, les praticiens en santé publique, les organismes en santé publique et les partenaires en santé du milieu autochtone. Le compte rendu de l'atelier, y compris un exposé général, se trouve dans les pages suivantes.

EXPOSÉ GÉNÉRAL DU COMPTE RENDU

Les changements et variabilité climatiques se sont déjà fait sentir dans le Nord canadien. Les scientifiques ont observé un certain réchauffement qui dépasse ce qu'on pourrait considérer comme un réchauffement normal. Ainsi, les observations des scientifiques et des gens du milieu commencent à mettre en lumière les multiples répercussions et modifications aux écosystèmes et au climat, changements que personne n'a jamais vus ou entendu raconter. Ces répercussions engendrent des préoccupations de la plus haute importance, notamment des changements de température extrêmes, des changements dans la distribution et la stabilité de la glace ainsi qu'une gamme d'effets directs et indirects sur la santé. Les changements climatiques peuvent freiner la capacité des habitants du Nord dans la réalisation de leurs objectifs de développement durable. Ces objectifs sont liés à l'atteinte d'un niveau de vie équitable pour les générations présente et à venir, soit l'approvisionnement en nourriture et en eau salubres, l'accès à des sources d'énergie propre et à un toit sécuritaire, un environnement sain.

Les changements climatiques ont également des répercussions dans de multiples programmes de santé publique qui sont en place dans le Nord canadien; pensons, par exemple, aux programmes dans les secteurs suivants : santé mentale, nutrition, qualité de l'eau et de l'air, contrôle et surveillance des maladies, planification préalable et secours en cas de désastres, recherche et sauvetage, logement, éducation et sensibilisation et, enfin, santé environnementale des enfants. Les décideurs en santé publique qui oeuvrent dans le Nord Canadien doivent commencer à envisager la façon d'acquérir la capacité (en termes d'informations, de savoir-faire, etc.) et les ressources nécessaires pour soutenir leurs efforts d'adaptation; il faut aussi trouver une façon de raffermir les liens avec les partenaires clés. Certaines stratégies d'adaptation devant les effets des changements climatiques ont déjà été mises en place dans les communautés du Nord. Il peut être nécessaire pour les réseaux de santé publique qui oeuvrent dans le Nord, de définir un mécanisme pertinent de collaboration afin d'assurer que les liens tiennent compte des changements climatiques clés et des activités qui relèvent des politiques et de la recherche sur la santé.

Les communautés du Nord, les organismes autochtones ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux reconnaissent maintenant les répercussions que peuvent avoir les changements climatiques sur la santé des collectivités, et y font face grâce à un élargissement de l'éducation et des discussions, et à une multiplication des plans d'action. Des tables rondes inuites, des plaidoyers auprès d'organismes internationaux et des réunions locales sont en train d'établir un rapprochement entre la recherche scientifique et les processus d'adaptation. Les organismes inuits et les gouvernements territoriaux auront l'occasion de présenter leur information au Conseil de l'Arctique et à la Conférence circumpolaire inuite (ICC). Ces organismes collaborent avec des Inuits d'autres pays et ont ainsi l'occasion de faire entendre leurs préoccupations à l'échelle internationale.

Le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord est, a-t-on souligné, un modèle de structure organisationnelle. Le programme a réussi à motiver tous les partenaires intéressés et ce, que ce soit à l'échelon territorial ou local. Ce programme englobe actuellement les praticiens de la santé et de l'environnement ainsi que tous les partenaires intéressés du milieu fédéral. Santé Canada, à titre d'organisme fédéral ayant le mandat de protéger la santé des Canadiens, joue un rôle très important

dans la diffusion d'informations scientifiques et de moyens d'adaptation vis-à-vis de ses partenaires en santé publique qui oeuvrent dans le Nord.

Dans toutes les initiatives liées aux changements climatiques, il sera important de ne pas oublier la situation unique du Nord canadien. Le développement de politiques et de connaissances nécessite d'inclure les communautés locales du Nord canadien et de réagir à leurs besoins. Les répercussions des changements climatiques se feront d'abord sentir dans le Nord canadien, ajoutant un poids sur le système de santé publique déjà malmené, système qui compte des priorités contradictoires et des ressources limitées. Toutefois, avec la collaboration de l'État, les communautés et les organismes non gouvernementaux peuvent examiner la question des changements climatiques d'une manière globale afin de protéger la santé des citoyens du Nord.

Santé Canada continuera de collaborer avec ses partenaires en santé publique oeuvrant dans le Nord dans le cadre de la diffusion d'informations sur les changements climatiques et la santé et sur le développement futur des connaissances. Santé Canada fournira des documents d'information aux participants qui leur seront utiles dans leur prise de décisions et dans la formation de leur réseau de santé publique. Santé Canada collaborera également avec les ministères de la santé des territoires à une évaluation complète des changements climatiques et des effets sur la santé qui servira de point de départ à une évaluation nationale en 2005.

ATELIER DE PLANIFICATION EN SANTÉ PUBLIQUE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DANS LE NORD

Les 6 et 7 juillet 2002
Yellowknife (T. N.-O.)

Le 6 juillet 2002

Mot de bienvenue et objectifs de l'atelier

André Corriveau, médecin-hygiéniste en chef, Territoires du Nord-Ouest

Le D^r Corriveau ouvre la première séance de travail en souhaitant la bienvenue à Yellowknife aux participants. Il passe en revue les principaux objectifs de l'atelier. En voici l'énoncé :

- Sensibiliser les personnes qui s'occupent de santé aux vulnérabilités et aux incidences potentielles du changement climatique sur la santé des populations du Nord.
- Examiner les vulnérabilités courantes, les impacts prévus et observés du changement climatique et le besoin en mesures d'adaptation en santé publique
- Dégager les possibilités de collaboration entre les partenaires de la santé dans le Nord et définir le rôle de Santé Canada pour faciliter cette collaboration

Puis, le D^r Corriveau explique pourquoi les groupes de santé publique du Nord doivent commencer à planifier des mesures d'adaptation au changement climatique. Il s'appuie sur le fait que le changement climatique se produit actuellement et continuera à se faire sentir pendant un certain temps encore. Les spécialistes du climat ont indiqué que c'est le Nord canadien qui sera la région la plus touchée par le changement climatique au pays. Il se pourrait également que le rythme du changement soit plus rapide que ce qui a été prévu. Toutes ces raisons justifient que nous nous préparions mieux à faire face aux répercussions du changement climatique en adoptant des mesures de santé publique qui soient davantage préventives que curatives.

EXPOSÉS

Changement climatique et santé : interventions à l'échelle globale et locale

Michael Sharpe, gestionnaire/intérimaire, Bureau du changement climatique et de la santé, Santé Canada

M. Sharpe commence son exposé en soulignant qu'il faut organiser le secteur de la santé dans le Nord en planifiant une réponse aux effets du changement climatique, compte tenu de l'envergure de cet enjeu. Le Bureau du changement climatique et de la santé de Santé Canada facilite ces efforts de coordination en

faisant le pont entre les partenaires responsables des principaux programmes et services sanitaires et sociaux, y compris la santé des communautés.

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) a conclu que le changement climatique se produit actuellement et que le phénomène s'accroîtra dans l'avenir. Le changement climatique est un enjeu mondial véritable qui aura des incidences sur les collectivités locales de façons fort diverses. Les études scientifiques actuelles et les observations issues du savoir traditionnel font clairement ressortir les effets concrets du changement climatique dans le Nord. Face aux incidences observées, une approche préventive s'impose afin de limiter les effets du changement climatique sur la santé et le bien-être des populations. Le BCCS s'occupe surtout d'adaptation. À l'heure actuelle, le dixième seulement des activités du BCCS porte sur les mesures d'atténuation des gaz à effet de serre (GES). Le Bureau s'est cependant vu confier des responsabilités sur ces deux enjeux liés au changement climatique.

Puis, M. Sharpe fait l'historique des effets du changement climatique sur la santé en discutant du tableau sur les enjeux sanitaires contenu dans le document de travail produit pour l'atelier et intitulé « Changement climatique, santé et bien-être, notions préliminaires aux politiques pour le Nord canadien ». Il souligne que le changement climatique n'est pas un nouvel enjeu, et qu'il constitue seulement un stress important et significatif qui alourdira les priorités actuelles en matière de santé publique dans le Nord. Nous devons réaliser plus d'études d'évaluation des effets potentiels du changement climatique sur la santé des communautés locales afin de mieux comprendre les incidences sur les politiques. Les experts en savoir traditionnel et les partenaires en recherche en matière de politiques ne peuvent effectuer tout le travail requis; nous devons confier aux scientifiques l'élaboration de scénarios climatiques qui permettent de prévoir les incidences futures.

Le BCCS ne favorise pas la mise sur pied d'un programme sur le changement climatique et la santé dans chacun des territoires du Nord. Il souhaite plutôt voir les autorités de santé publique du Nord commencer à tenir compte du changement climatique dans leur travail actuel afin de s'occuper de ses incidences possibles sur la santé. Le BCCS facilite cette démarche, mais l'intervention est du ressort des autorités locales et des communautés, qui disposent d'une large part du mandat de protéger la santé et le bien-être des populations.

Questions :

Durant la discussion, un des participants fait remarquer que l'existence de cycles et de régimes planétaires d'évolution du climat ne permet pas d'affirmer à coup sûr que les changements observés dans les écosystèmes du Nord résultent vraiment du changement climatique. Quelqu'un d'autre souligne que même si cela est vrai, il faut adopter des mesures irréprochables afin de s'adapter aux effets du changement climatique sur la santé. Un troisième mentionne que le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui se compose de plus de mille scientifiques, a conclu à l'existence du phénomène de changement climatique et à son origine anthropique, du moins en partie. En outre, quelle que soit la cause du changement climatique, les responsables de la santé publique doivent prendre des mesures dès aujourd'hui afin de se préparer et de faire face à ces changements environnementaux.

Quelqu'un souligne l'importance d'établir des partenariats sur le changement climatique. On envisage d'organiser une rencontre des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la santé et de l'environnement cet automne. Cette réunion pourra permettre de mettre sur pied des partenariats sur le changement climatique et les enjeux sur la santé. M. Sharpe répond qu'il faut tout d'abord clarifier ce qu'on attend des sous-ministres de l'Environnement et de la Santé avant d'organiser la réunion.

Quelqu'un parle des efforts visant à faire valoir l'importance de la région arctique comme région indicatrice du changement climatique au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD), qui se tiendra en Afrique du Sud au mois d'août prochain.

Concernant les partenariats, quelqu'un s'inquiète de la prépondérance accordée à la recherche scientifique. Les partenariats établis par l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) sont ancrés dans la collectivité et incluent des experts en savoir traditionnel. On se demande comment les groupes autochtones seront intégrés à la démarche, y compris celle portant sur les politiques et les mesures d'adaptation. M. Sharpe répond en indiquant que la présente rencontre illustre comment les groupes autochtones seront consultés et intégrés au processus de réflexion sur le changement climatique et la santé. Il s'agit d'une réunion d'orientation qui regroupe les décideurs en matière de santé publique et l'objectif est de savoir comment fonctionnent les réseaux de santé publique dans le Nord.

Changement climatique dans le Nord

Chris Furgal, Unité de recherche en santé publique, CHUQ, Québec

Le D^r Furgal commence son exposé en présentant l'état des connaissances et des lacunes sur le changement climatique, ses causes et ses incidences. Il indique qu'un réchauffement supérieur à ce qui est considéré comme étant normal est déjà observable et que les peuples autochtones ont eux-mêmes remarqué l'apparition d'une grande diversité d'incidences et de modifications écosystémiques et climatiques inconnues de mémoire d'homme ou par l'histoire orale.

Sur le plan de la santé humaine, le D^r Furgal indique que nous ne disposons pas de suffisamment de données sur les scénarios climatiques pour encadrer adéquatement les activités sur les incidences sanitaires à l'échelon local. Les facteurs influant sur la santé sont multiples et incluent le mode de vie, les infrastructures de santé publique, les écosystèmes, le régime alimentaire et l'élimination des déchets. Ces facteurs doivent être pris en compte dans l'examen des incidences du changement climatique sur la santé.

Le D^r Furgal résume ensuite les objectifs, la méthodologie et les résultats d'une étude sur le changement climatique et la santé à laquelle il a récemment contribué (Étude sur le changement climatique et la santé dans le Nunavik et au Labrador : Ce que le savoir inuit et la science nous apprennent). Cette étude révèle l'utilité du savoir traditionnel parce que celui-ci témoigne des relations complexes qui existent entre les écosystèmes du Nord, les comportements humains, les communautés locales et la santé humaine. Ce sont des aspects dont les scientifiques ne tiennent pas toujours compte ou dont ils ne saisissent pas toujours suffisamment l'importance.

L'étude a porté sur les incidences possibles du changement climatique, ainsi que sur le fardeau épidémiologique qui pèse sur les communautés nordiques. Les phénomènes météorologiques extrêmes, les changements dans la distribution et la stabilité des glaces ainsi que les effets sur la santé sont au nombre des incidences les plus préoccupantes tandis que l'augmentation de l'exposition au rayonnement ultraviolet arrive au dernier rang. On remarque également que certaines initiatives en matière d'adaptation sont actuellement en cours, comme la modification des techniques de préparation et de manipulation des aliments ainsi que des itinéraires des expéditions de chasse et une meilleure planification des mesures d'urgence.

Le changement climatique risque d'affecter notre capacité à respecter les objectifs du Canada en matière de développement durable, qui comprennent un niveau de vie équitable pour la génération actuelle et celles qui la suivront, la qualité de l'eau et des aliments, les sources d'énergie propres, le logement sécuritaire et un environnement sain. Le projet de recherche intitulé « Arctic Climate Impact Assessment (ACIA) » (évaluation des incidences du changement climatique dans l'Arctique) tente de comprendre comment le changement climatique influera sur les objectifs de développement durable dans l'Arctique. Un groupe intergouvernemental d'experts de l'ACIA évalue actuellement les incidences du changement et de la variabilité climatiques et de l'accroissement du rayonnement ultraviolet dans la région de l'Arctique. L'étude s'intéressera également aux répercussions sur la santé humaine et aux incidences environnementales, sociales et économiques dans le contexte des autres projets de développement et des pressions dans la région de l'Arctique. Le groupe d'experts produira un document scientifique qui regroupera une série de rapports d'évaluation. Le document comprendra également des orientations et des recommandations sur les stratégies d'adaptation. On y trouve un chapitre sur la santé humaine ainsi qu'un chapitre distinct sur les vulnérabilités, les sensibilités et les enjeux liés aux capacités d'intervention face au changement climatique. Le document final inclura également un résumé de politiques énonçant des recommandations à l'égard des stratégies d'adaptation. On trouvera un complément d'information à www.acia.uaf.edu. La version préliminaire des différents chapitres sera publiée cet automne et le Dr Furgal est à la recherche d'un groupe de travail composé d'experts en santé publique en mesure de réviser le chapitre sur la santé humaine.

Questions

On demande si les participants de l'atelier peuvent obtenir et examiner en tant que groupe le rapport de l'ACIA, qui doit paraître prochainement. Ils auront ainsi l'occasion de contribuer au contenu du rapport.

Un participant incite à la prudence dans les généralisations qu'on serait tenter de faire des résultats de la recherche sur les répercussions du changement climatique d'une région ou d'un secteur à l'autre. Le Dr Furgal convient qu'il existe des différences significatives entre les régions et qu'il faut éviter les généralisations. Dans le projet auquel il a participé, les chercheurs ont tenté de normaliser les méthodes et d'analyser d'autres approches afin de pouvoir effectuer des comparaisons valides entre les communautés.

Perspectives d'intervention : directives sur les mesures d'adaptation pour le Nord

Mark Buell, Corporation régionale d'Inuvialuit

M. Buell amorce son exposé en soulignant l'importance des partenariats dans un projet qui s'est penché sur les observations du changement climatique dans la région d'établissement d'Inuvialuit. Plusieurs organisations ont pris part au projet, notamment la Corporation régionale d'Inuvialuit, l'Institut international du

développement durable (IIDD), l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), l'Initiative des écosystèmes du nord (IEN) d'Environnement Canada, Santé Canada, le secrétariat conjoint et les communautés de Tuktoyaktuk, d'Aklavik et d'Inuvik. M. Buell présente la méthodologie employée pour l'étude et souligne que son cadre a été établi en consultation étroite avec les membres des communautés locales.

Plusieurs constatations importantes ont découlé des discussions qui ont eu lieu avec les gens des trois communautés. Par exemple, il est clairement ressorti que de nombreuses stratégies d'adaptation aux effets du changement climatique ont déjà été mises en place dans la communauté (p. ex., emporter de l'eau embouteillée durant les expéditions de chasse pour faire face à la chaleur plus forte). On a fait valoir l'aspect positif de certains des effets du changement climatique, comme la plus grande durée des saisons de navigation sur la plupart du territoire en raison de la fonte hâtive des glaces.

Le changement climatique confronte les trois communautés à un certain nombre de défis. Par exemple, il faudra peut-être envisager de relocaliser Tuktoyaktuk à plus ou moins long terme en raison de l'érosion importante du littoral. En outre, la baisse de qualité des peaux et des fourrures d'animaux pourrait réduire la quantité de produits artisanaux que les habitants peuvent fabriquer pour la vente ou de vêtements destinés à leur usage personnel (p. ex., les mocassins). La communauté cherche de l'argent afin de rouvrir les congélateurs dont elle a besoin pour conserver les aliments dans des conditions marquées par la hausse des températures. En outre, le réchauffement des eaux de surface favorise la détérioration plus rapide des poissons, ce qui les rend parfois impropres à la consommation. De plus, on constate un problème de santé mentale en croissance chez les Aînés qui ne peuvent plus aller à la chasse. Le bien-être spirituel de la communauté est également menacé par l'érosion qui entraîne les lieux de sépulture dans l'océan.

M. Buell conclut son exposé en parlant des prochaines étapes du projet et souligne le rôle important des intervenants en santé publique au sein des communautés et la nécessité de les mobiliser sur la question du changement climatique.

L'intervention en santé publique face au changement climatique dans le Nord canadien : Orientations et considérations futures

Peter Berry, conseiller principal en matière de politiques, Bureau du changement climatique et de la santé, Santé Canada

Le D^r Berry commence son exposé en indiquant que le Bureau du changement climatique et de la santé (BCCS) souhaite que les intervenants en santé publique qui oeuvrent dans le Nord lui disent comment le Bureau peut leur offrir le meilleur soutien possible dans leurs efforts en vue de faire face aux répercussions du changement climatique sur la santé et le bien-être des populations. Il mentionne que le changement climatique a des répercussions sur une grande diversité de programmes de santé publique comme la santé mentale, la nutrition, la qualité de l'eau et de l'air, le contrôle et la surveillance épidémiologiques, la prévention des catastrophes et le secours aux sinistrés, les opérations de recherche et sauvetage, le logement et l'hébergement, l'éducation et la sensibilisation et la santé des enfants.

Les communautés nordiques ont déjà commencé à s'adapter aux effets du changement climatique sur la santé. Selon le D^r Berry, la question fondamentale est de savoir si cette adaptation est préventive, c.-à-d.

planifiée, coordonnée, concertée et fondée sur les connaissances scientifiques les plus à jour ou si elle est plutôt passive, c.-à-d. moins bien coordonnée, et possiblement fondée sur des bases moins solides. La planification anticipée offre une meilleure efficacité et réduit les coûts liés à la santé. Ces coûts incluent les pathologies, les décès, les répercussions économiques sur les systèmes de soins de santé et « l'infrastructure » de santé publique, ainsi que les répercussions sociales plus vastes. La planification anticipée permet également de tirer profit des avantages du changement climatique (p. ex., plus grande diversité ou abondance de plantes et d'animaux dans certaines régions), et de prendre en compte les préoccupations croissantes des communautés locales à l'égard des incidences du changement climatique sur la santé.

Le D^r Berry énonce les exigences de base d'une démarche d'adaptation planifiée : des connaissances éprouvées pour encadrer les efforts d'adaptation, une capacité d'intervention appropriée, qui nécessite des ressources financières, la stabilité des institutions, de l'information, des compétences et d'autres ressources, ainsi que la collaboration entre les partenaires de la santé, et entre le secteur de la santé et les autres secteurs. Il insiste sur le fait que les responsables de la santé publique dans le Nord canadien devront commencer à se demander comment s'y prendre pour obtenir l'information et les autres ressources dont ils ont besoin pour réaliser leurs efforts d'adaptation et comment ils peuvent renforcer les liens avec leurs partenaires principaux en vue de mener à bien ces efforts. Les réseaux de santé publique du Nord auraient avantage à envisager un mécanisme favorisant la collaboration afin d'établir des liens entre les activités de recherche et d'élaboration des politiques dans le domaine du changement climatique et de la santé.

Le D^r Berry termine son exposé en faisant valoir les services fournis par le BCCS en vue de faciliter l'élaboration de stratégies d'adaptation face au changement climatique et à ses répercussions sur la santé au Canada. On procède actuellement à la mise à jour du site Web du BCCS afin de lui ajouter des feuillets d'information sur les enjeux sanitaires et les politiques, des listes des sources de financement, des stratégies potentielles d'adaptation et une bibliographie des sources d'information sur les mesures d'adaptation en santé publique. Le BCCS est également en train d'élaborer une trousse d'information sur le changement climatique et la santé à l'intention des décideurs en santé publique. Le D^r Berry clôt son intervention en indiquant que le BCCS veut se renseigner sur les types de documentation et de services que les partenaires du secteur de la santé jugeraient utiles pour faire face aux répercussions du changement climatique sur la santé dans le Nord.

DISCUSSION FACILITÉE

Quels sont les enjeux sanitaires les plus préoccupants dans le Nord?

- Le diabète constitue un problème important pour les communautés nordiques. Il faut consacrer davantage d'efforts au counselling en matière de nutrition.
- L'incidence des ACV s'accroît chez les gens par ailleurs en santé. Le cancer et les maladies transmissibles sexuellement sont également en hausse.
- Le tabagisme est un enjeu de santé publique important.
- Le nombre d'enfants atteints d'asthme n'a jamais été aussi élevé.

- La pénurie de soins de santé de qualité dans presque toutes les communautés autochtones du Nord est un grave problème.
- On déplore la piètre situation du logement au Nunavut. Un millier de personnes environ sur une population de 30 000 habitants attendent un logement convenable.

Quelles similitudes et différences observe-t-on d'une région à l'autre au plan des enjeux sanitaires?

- Le tabagisme et ses incidences sur la santé sont de plus en plus marqués.
- Le problème de l'obésité existe dans le Nord, mais il ne touche pas seulement les populations des régions nordiques.
- Les communautés dénée et métisse qui habitent l'intérieur des terres, dans la forêt boréale, ne vivront pas la même situation que les communautés côtières. Les communautés métisses consomment du caribou et de l'orignal; il y aura pénurie de nourriture si ces espèces migrent.
- Il faut donc s'intéresser au changement des niches écologiques.
- La qualité de l'eau potable est importante, car on observe des cas de dermatites causés par les proliférations d'algues.
- La vision de l'environnement qu'ont les nations inuit et crie est fort complexe en raison des relations culturelles qu'elles entretiennent avec leur milieu, et cette vision varie d'une région à l'autre.
- La stratification est marquée au sein de la communauté. Les Aînés entretiennent des relations plus étroites avec l'environnement que les enfants.
- Il s'avère difficile de dégager les similitudes et les différences en matière d'enjeux sanitaires en raison du manque de recherche sur la question.

Quels sont les principaux enjeux sanitaires liés au changement climatique?

- Beaucoup de gens habitent dans des maisons mal ventilées; cette situation deviendra préoccupante si la température augmente. L'habitation est un enjeu dans l'ensemble des régions nordiques.
- Une structure a été mise en place dans le Nord, il y a quelque temps, pour faire face au problème de pollution. Aujourd'hui, on se préoccupe des effets du changement climatique, qui pourraient être assez importants (p. ex., maladies à transmission vectorielle, sources de nourriture).
- Les communautés dépendent des routes de glace, mais comme les saisons raccourcissent, certaines communautés risquent de ne pas pouvoir être réapprovisionnées en nourriture et en carburants.
- La sécurité alimentaire constituera un enjeu important pour les communautés nordiques dans le contexte du changement climatique.
- Certains des changements déjà observés engendrent le désespoir au sein des communautés nordiques. La sécurité des glaces est un problème majeur. Les aliments traditionnels sont plus difficiles à obtenir.
- Le changement de saison rend la préparation des aliments plus dangereuse. Nous devons modifier nos activités de préparation des aliments.
- On s'inquiète des problèmes de santé mentale découlant du changement climatique.

Quels types de recherches et d'interventions en santé publique fait-on actuellement dans le Nord en ce qui a trait au changement climatique et à la santé?

- Le Conseil des Premières nations du Yukon s'intéresse particulièrement aux enjeux liés au changement climatique. Les Aînés indiquent que la santé est une question importante et qu'ils peuvent rallier les gens ensemble.
- Les programmes de l'Initiative des écosystèmes du nord (IEN) - d'Environnement Canada sont permanents. L'IEN a versé des fonds pour la tenue d'une table ronde inuit sur le changement climatique.
- Un appel de propositions a récemment été lancé dans le cadre du Fonds d'action sur le changement climatique (FACC). Les projets sur la santé et le changement climatique se rapportant aux enjeux existants dans le Nord pourront être subventionnés.
- On s'assure que les gouvernements régionaux ainsi que provinciaux et territoriaux ont inclus un volet sur la santé dans leurs plans de prévention des désastres (p. ex., planification face aux pandémies).
- Une communauté du Labrador a élaboré un projet sur la sécurité alimentaire.
- Le Centre pour l'alimentation et l'environnement des peuples autochtones (CAEPA) de l'Université McGill s'intéresse aux questions liées au changement climatique.
- L'Arctic Borderlands Program comprend un volet sur le changement climatique.

Quelles sont les prochaines étapes à franchir pour faire face aux enjeux liés au changement climatique et à la santé?

- Dans un premier temps, nous devons partir de la communauté afin de découvrir ce que les gens observent et ressentent.
- Le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN) doit être renouvelé l'an prochain et il se peut qu'un volet sur le changement climatique y soit ajouté. Il serait utile d'évaluer dans quelle mesure le PLCN réussit à rassembler les partenaires en matière de recherche et d'élaboration des politiques. Comme le dossier du changement climatique a été jusqu'ici abordé de façon plus morcelée, il est géré très différemment d'une région et d'une communauté à l'autre.
- Le modèle du PLCN pourrait être présenté et proposé à la prochaine réunion des sous-ministres de la Santé et de l'Environnement comme formule d'approche du changement climatique et des enjeux sanitaires.
- En ce qui concerne le changement climatique et la santé, le fait qu'il n'y a pas de programme national d'évaluation qui soit réalisé ou financé est un problème. Nous ne savons donc pas quels sont les besoins des communautés.
- Il faut souligner que les communautés autochtones se préoccupent du changement climatique depuis 50 ans, mais que personne n'y a vraiment porté attention.

À quels mécanismes de santé publique actuellement en place peut-on recourir face à ces enjeux? Faut-il instaurer de nouvelles formes de collaboration?

- Les communautés souhaitent participer au processus et elles détiennent une large part de l'information sur les incidences et les stratégies d'adaptation. L'élaboration d'un nombre accru

d'indicateurs des incidences du changement climatique et la diffusion des résultats sont les prochaines étapes à franchir. Les communautés locales ont cependant besoin d'argent pour y parvenir.

- La question des compétences pose problème. La santé relève des autorités provinciales et territoriales et le gouvernement fédéral verse des paiements de transfert aux gouvernements territoriaux. En outre, bon nombre des déterminants de la santé ne relèvent pas de la compétence des autorités sanitaires.
- Certaines questions fondamentales concernant les droits des peuples autochtones et les compétences doivent être prises en compte.
- La plupart des interventions requises en santé publique ne concerneraient pas seulement le changement climatique mais se feraient également pour d'autres motifs (p. ex., la surveillance du virus du Nil occidental).
- Le programme d'apprentissage en ligne portant sur des enjeux particuliers que Santé Canada offre aux épidémiologistes peut s'avérer un outil fort utile.
- Les programmes de santé environnementale existent dans le Nord et ont leur rôle. Mais si nous devons accroître nos efforts en matière de sécurité et de sûreté alimentaires, il faudra que les agents qui en sont responsables disposent de mandats solides et de fonds suffisants.
- Nous avons aussi des programmes d'éducation à la protection solaire et de counselling en matière de nutrition.
- Nous devons peut-être mieux nous renseigner sur les coups de chaleur et les mesures d'adaptation requises (p. ex., se mettre à l'abri de la chaleur, se réhydrater)
- Il faut accentuer les pressions pour faire changer les situations sur lesquelles nous n'avons pas de pouvoir direct (p. ex., amélioration du logement social et de la qualité de l'air à l'intérieur des habitations).
- Il faut utiliser l'information qualitative et quantitative (p. ex., les photographies et les mesures du rétrécissement du littoral).

Comment Santé Canada peut-il soutenir vos efforts dans ce domaine?

- La documentation fournie par Santé Canada comme celle qu'on retrouve sur le site du BCCS est très utile, même si elle ne s'adresse pas spécifiquement aux communautés du Nord. On peut emprunter les idées.
- Nous devons disposer de documents conçus par les communautés nordiques, pour les habitants du Nord et qui renferment des images et de l'information qui leur soient propres.
- Il faut entreprendre des initiatives en matière de surveillance et de recherche. Quel est le rôle du BCCS si ce n'est pas d'accorder des fonds?
- Santé Canada, par l'entremise du BCCS, rend accessibles à tous l'information sur les données scientifiques et les mesures d'adaptation en santé publique. En outre, le BCCS identifiera les besoins en ressources à l'échelon fédéral et il sera peut-être possible de recourir également à des mécanismes fédéraux-provinciaux-territoriaux. Santé Canada coordonnera également l'évaluation nationale du changement climatique et des incidences sur la santé, qui sera effectuée par des partenaires fédéraux et territoriaux.

Le 7 juillet 2002

EXPOSÉS

Et après ?

Michael Sharpe, gestionnaire/intérimaire, Bureau du changement climatique et de la santé, Santé Canada

M. Sharpe ouvre les travaux de la journée en indiquant qu'il serait utile de discuter un moment des mécanismes de communication et des partenariats établis actuellement à l'échelon international en matière de changement climatique et de santé. Il ajoute qu'il est possible de tirer profit de l'expérience acquise pour l'appliquer à la gestion à l'échelon national des enjeux relatifs au changement climatique et à la santé dans le Nord canadien.

Inuit Tapiriit Kanatami

Pitsey Moss-Davies, Inuit Tapiriit Kanatami

M^{me} Moss-Davies commence son exposé en donnant un aperçu du mandat et des objectifs de l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK). Les lettres ITK signifient «Bâtisseurs d'équipes inuit du Canada» en français. L'organisation représente le peuple inuit du Canada à l'échelon national. L'ITK regroupe quatre régions inuit. Chaque région est dirigée par un président élu qui siège au conseil d'administration de l'organisation nationale. L'ITK reçoit ses directives des régions.

La Conférence circumpolaire inuit (CCI) est l'organisme représentatif des Inuits du Canada à l'échelle internationale. La CCI siège de façon permanente au Conseil de l'Arctique, participe aux négociations et aux activités qui la concernent au sein de l'Organisation des Nations Unies et a fait valoir le point de vue du peuple inuit sur le Protocole de Kyoto lors de négociations internationales.

M^{me} Moss-Davies rappelle qu'il est généralement admis que le changement climatique se fera davantage sentir dans le Nord qu'ailleurs. Les discussions et les études qui ont été faites à ce jour sur les effets du changement climatique dans le Nord canadien ont davantage porté sur l'évaluation des changements climatiques et écosystémiques locaux que sur les stratégies d'adaptation des communautés. En partenariat avec Environnement Canada, Santé Canada, le Centre hospitalier universitaire de Laval (CHUL) et d'autres organismes, l'ITK a participé à des projets de recherche visant à décrire ces changements, mais également à amorcer l'élaboration de stratégies d'adaptation et d'indicateurs utiles. Par exemple, il faudra approfondir les recherches et consulter davantage les communautés afin de poursuivre les efforts de lutte contre ce problème.

M^{me} Moss-Davies présente ensuite les grandes lignes des activités de l'ITK dans le domaine du changement climatique. En particulier, l'organisation oeuvre actuellement à l'élaboration d'une stratégie spécifique inuit pan-nordique et collabore à la réalisation des recherches requises. Au chapitre de la stratégie pan-nordique, l'ITK collabore actuellement avec des partenaires autochtones (p. ex., la Nation dénée) en vue d'établir un réseau de surveillance du changement climatique au sein des communautés.

L'ITK estime qu'il est urgent d'instaurer un mécanisme de coordination des enjeux liés au changement climatique dans le Nord afin de permettre, tout particulièrement, que le peuple inuit ait son mot à dire dans les discussions actuellement en cours. À l'heure actuelle, un tel mécanisme de coordination n'existe pas. De nombreux projets de recherche se font aujourd'hui sans aucune coordination, ce qui risque d'entraîner un dédoublement des efforts et une mauvaise utilisation des fonds de recherche. Les lacunes et les priorités en matière de recherche n'ont pas été établies non plus. M^{me} Moss-Davies indique que l'ITK servira de tribune pour faciliter le travail et commencera par coordonner les activités dans les régions inuit. Des fonds lui seront versés par l'IEN pour l'organisation prochaine d'une table ronde sur le peuple inuit et le changement climatique. Elle cherche à obtenir des fonds supplémentaires pour rendre cette initiative permanente et pour mettre sur pied un comité de gestion chargé de ce type de projets. Elle a envoyé une demande de subvention à cet effet à Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC).

Les consultations nationales qui ont récemment eu lieu, en juin 2002, sur le document de travail fédéral ont fait clairement ressortir la nécessité que le peuple inuit formule sa propre réponse au Protocole de Kyoto. M^{me} Moss-Davies estime pour sa part que le processus de consultation était piégé. Elle déplore le fait que les consultations ont été faites auprès d'un petit groupe très restreint et qu'un nombre insuffisant de représentants inuit y ont été invités. Il ne s'agissait pas d'une véritable consultation étant donné que le gouvernement fédéral s'est contenté de présenter les quatre options contenues dans le document de travail. Lors des consultations à Ottawa, Scott Nickels de l'ITK a recommandé la tenue d'une consultation particulière du peuple inuit à l'égard du Protocole de Kyoto à l'automne 2002. L'ITK recommande des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre pour lutter contre le changement climatique.

M^{me} Moss-Davies présente également le volet éducation et communication des activités de l'ITK. Elle parle du bulletin de l'ITK aux participants ainsi que du site Web qui vient d'être mis à jour et qui renferme de l'information sur les contaminants environnementaux, le cancer et les diverses mesures législatives qui touchent les communautés inuit.

L'ITK collabore actuellement à des projets de recherche avec divers partenaires comme le CHUL, AINC, l'Université McGill, entre autres. Avec l'aide de l'Université McGill, l'ITK espère mettre sur pied un centre de recherche, d'éducation et de renforcement des capacités en matière de changement environnemental et de santé dans l'Arctique circumpolaire.

Questions

Durant la discussion, un participant s'est dit insatisfait des ateliers des intervenants du Processus national sur les changements climatiques, qui se sont déroulés dans 14 villes du Canada, en juin 2002. Celui-ci était présent lors des discussions à Whitehorse et a été très défavorablement impressionné par la prédominance des représentants de l'industrie gazière et pétrolière de Calgary. Les groupes de pression industriels ont dominé l'ensemble des séances de travail et les autres intervenants n'ont que peu contribué aux débats, y compris les groupes autochtones. Il estime que très peu de progrès ont découlé de ce processus de consultation.

Un autre participant souligne la quasi-absence des groupes autochtones à l'atelier des intervenants, à Yellowknife. Il déplore grandement que l'exposé de l'Alberta ait eu une portée strictement économique.

Plusieurs ONG ont fortement critiqué les exposés. Un autre participant estime lui aussi que le compte rendu des consultations affiché sur le site Web du Processus national sur les changements climatiques (PNCC) ne reflète pas clairement les dissensions évidentes observées lors de la réunion.

Un participant signale qu'il s'agit d'un enjeu difficile pour les Inuvialuit parce qu'il est question d'aménager un pipeline le long de la vallée du Mackenzie, projet qui entrerait en conflit avec l'esprit du Protocole de Kyoto.

Quelqu'un d'autre demande si les enjeux relatifs à la santé humaine ont été soulevés par l'un des membres du groupe lors de l'atelier national des intervenants sur le document de travail, qui a eu lieu en juin 2002. On indique que peu de gens ont eu le temps de se préparer et de consulter adéquatement les communautés locales avant de participer aux consultations des intervenants. L'ITK prévoit se préparer de cette manière pour la série de consultations à venir et il est très probable que les communautés locales soulèveront les enjeux sanitaires. Un participant souligne que durant les récentes consultations, les discussions ont surtout porté sur les questions économiques entourant la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto. On fait remarquer que certaines provinces ont demandé une analyse des coûts du laisser-faire (p. ex., coûts pour l'environnement et la santé). Santé Canada a entrepris ce type d'analyses en les confiant à des comités d'experts chapeautés par l'Université d'Ottawa et l'Université Laval. Le rapport de l'Université d'Ottawa sera publié en automne 2002.

DISCUSSION FACILITÉE

Par quel moyen les participants pourront-ils soumettre ensemble les questions relatives au changement climatique et à la santé dans le Nord canadien dans le cadre du Processus national sur les changements climatiques, des initiatives et des organisations internationales telles que la Conférence circumpolaire inuit, l'Arctic Climate Impact Assessment (ACIA) et le Conseil de l'Arctique?

- Certaines des initiatives et études nationales, locales et régionales auxquelles l'ITK participe sont parvenues à l'échelon international très rapidement.
- La CCI exerce des pressions afin que le savoir autochtone puisse être rassemblé et intégré à l'ACIA. Il faut élargir la capacité des communautés à effectuer ces observations.
- À l'échelon national, la CCI s'inspire du travail de l'ITK et elle détient un statut d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique.
- Le Conseil de l'Arctique regroupe huit nations circumpolaires et associations autochtones, comme l'Arctic Athabaskan Council (AAC).
- Le Conseil de l'Arctique a tenté de faire reconnaître officiellement l'Arctique comme région indicatrice importante du changement climatique lors du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg, mais cette initiative n'a pas reçu l'accueil souhaité. Le Conseil de l'Arctique envisage de faire un exposé parallèle au SMDD et il pourra se servir du projet de l'ACIA pour souligner l'importance de l'enjeu du changement climatique dans la région de l'Arctique. Les membres du Conseil de l'Arctique ont indiqué que les questions sanitaires doivent être mises de l'avant dans tous les exposés.

- Le Conseil de l'Arctique n'a aucune activité législative importante à l'ordre du jour. Les ministres se rencontrent tous les deux ans. Mary Simon est l'ambassadrice du Canada au sein du Conseil de l'Arctique, et le dossier est piloté par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.
- Le Conseil de l'Arctique chapeaute un certain nombre de groupes de travail. La protection civile figure au nombre des initiatives d'intérêt dans le domaine du changement climatique. AINC représente le Canada au sein du groupe de travail sur l'aide aux Autochtones et le développement durable.
- Le groupe de travail sur le développement durable participe à diverses activités dans le domaine de la santé. Le Canada a parrainé une initiative en 1998 : « L'avenir des enfants et des jeunes de l'Arctique », qui vise à renforcer le savoir et les ressources des communautés arctiques pour transmettre de l'information sur le développement durable aux générations futures. Cette initiative inclut la collecte de données sur la santé des enfants de la région. En outre, un projet sur les maladies infectieuses a été réalisé par les États-Unis et le Canada.
- La CCI collabore avec l'Université de l'Arctique sur les enjeux relatifs au changement climatique. Elle reçoit des fonds du gouvernement fédéral pour ce travail.
- L'ITK, la Nation dénée et d'autres groupes autochtones et Premières Nations reçoivent chacun 150 000 dollars par année pour les activités de surveillance des contaminants. Il faut disposer d'un financement de base pour s'occuper des enjeux liés au changement climatique et à la santé.
- À l'heure actuelle, le ministre de la Santé s'occupe de ces enjeux dans le cadre des activités de la CCI. Santé Canada veut obtenir des ressources pour organiser une conférence sur la santé à l'occasion de la prochaine Assemblée générale de la CCI, qui aura lieu en août 2002. On envisage de consacrer la conférence aux contaminants et au changement climatique.

Quels mécanismes existent-ils pour mobiliser et éduquer les réseaux de santé publique en place dans le Nord sur les enjeux relatifs au changement climatique et à la santé?

- Les correspondants de la CBC dans le Nord jouent un rôle important de sensibilisation des communautés.
- Les centres de santé communautaire ont un rôle important à jouer dans la diffusion de l'information utile auprès du public. Les représentants de la santé communautaire, lorsqu'il y en a, s'occupent activement de promotion de la santé et de communication (p. ex., en santé mentale).
- AINC et RNCan administrent le programme autochtone sur le changement climatique dans le Nord, mais ce dernier se limite aux réductions des gaz à effet de serre et concerne très peu les incidences et l'adaptation.
- Les Territoires du Nord-Ouest sont complexes car ils abritent plusieurs groupes autochtones et possèdent huit langues officielles. Il existe donc plusieurs réseaux dans le secteur de la santé, selon l'enjeu envisagé.
- Le ministère de la santé des Territoires du Nord-Ouest publie un bulletin d'information sur les enjeux de santé publique à quelques reprises durant l'année afin de sensibiliser la population et de favoriser les discussions et les débats sur les enjeux importants.
- Il arrive souvent que divers partenaires comme Affaires indiennes et du Nord canadien participent aux rencontres entre les réseaux de santé communautaire et leurs représentants.

- Au Yukon, un représentant du ministère de la Santé et des Services sociaux siège au comité régional du PLCN qui s'occupe de santé humaine. Des efforts sont déployés pour susciter l'intérêt sur la question du changement climatique et de la santé chez les intervenants en santé publique du Yukon. Les médias constituent un outil de mobilisation efficace.
- Les plus petites communautés à l'extérieur de Whitehorse sont desservies par des postes sanitaires et communiquent avec la direction des soins infirmiers communautaires. Les partenaires du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN) souhaitent souvent que des représentants du secteur de la santé participent à leurs activités et initiatives. Le PLCN devient donc à l'occasion un lieu d'échange sur les grands enjeux relatifs à la santé humaine.
- AINC et la Nation dénée président conjointement le comité sur les contaminants du PLCN. Ce dernier examine toutes les questions qui lui sont soumises, y compris celles liées au changement climatique et à la santé.
- Les coordonnateurs régionaux de la surveillance des contaminants du PLCN donnent leur appui aux gouvernements territoriaux et s'occupent d'éduquer et de former les communautés en fonction des éléments mis de l'avant par le comité.
- Au Nunavik, un comité chargé de la santé et de la nutrition a commencé à siéger avant l'instauration du PLCN et poursuivra ses travaux par la suite. Il réunit des directeurs d'hôpitaux ainsi que des représentants de groupes autochtones, du gouvernement territorial et d'autres instances, et tente de servir de tribune pour les questions liées à la santé environnementale. Le comité essaie de s'occuper des grands enjeux et s'intéresse déjà au changement climatique et aux enjeux sanitaires. Ce comité reçoit de l'aide financière du PLCN. Si le PLCN n'est pas renouvelé, l'existence du comité demeurera essentielle.

Faut-il instaurer de nouveaux mécanismes pour mobiliser et éduquer les réseaux de santé publique du Nord sur les enjeux relatifs au changement climatique et à la santé?

- Le PLCN ne permet pas d'élargir les capacités de recherche scientifique dans le Nord. Des gens pourraient agir comme professeurs adjoints et se rendre dans les universités nordiques pour travailler sur les enjeux relatifs au changement climatique.
- Les fonds du PLCN doivent absolument être renouvelés et ce message doit être transmis aux ministres de la Santé et de l'Environnement des divers ordres de gouvernement. Le comité chargé des contaminants environnementaux pourrait assez facilement s'occuper également de santé environnementale et élargir son mandat afin de traiter des grands enjeux qui préoccupent les gens.
- L'évaluation indépendante du PLCN est plutôt positive.
- La question du changement climatique a été mise de l'avant à titre d'enjeu émergent lors des discussions sur le renouvellement du PLCN, mais il ne semble pas qu'elle deviendra l'un des principaux thèmes exploités en vue d'élargir le programme. Ce dernier portera encore essentiellement sur les contaminants. John Stone, d'Environnement Canada, est une personne-ressource importante, à titre de responsable du PLCN. On prépare actuellement la présentation relative au PLCN devant le Conseil du Trésor. Il serait judicieux de soumettre le compte rendu de cet atelier aux responsables du PLCN.
- Le secteur de la santé doit souvent se battre pour tenter d'obtenir le temps et l'attention des habitants des communautés nordiques en raison du grand nombre d'enjeux confrontant celles-ci. La

combinaison du changement climatique et des contaminants dans les régions nordiques pourrait constituer un stratégie d'approche.

- L'organisation de réunions pour éduquer les gens coûte très cher. Il est préférable d'adopter le modèle de la formation des formateurs, en vertu duquel les représentants qui reçoivent une formation sur le changement climatique et les questions de santé sont invités à retourner en région pour contribuer à modifier les comportements.
- Tous les outils d'information produits par le BCCS doivent être revus par les intervenants de la santé oeuvrant dans le Nord afin de s'assurer qu'ils seront utiles aux communautés locales. Il ne faut pas oublier qu'il y a encore une forte tradition orale dans la région.
- Il importe d'éviter le suremploi de la formule des ateliers. Il s'avère plus efficace de rendre visite aux communautés pour effectuer des activités éducatives et accumuler les observations et les éléments de savoir les plus récents.
- Il importe également de concevoir des programmes d'éducation scolaire appropriés sur le changement climatique. En outre, il faut que les activités de développement du savoir soient animées par les besoins et les préoccupations des communautés locales plutôt que par un ordre du jour formulé dans le Sud.
- Les projets et les résultats doivent faire l'objet d'évaluation et nous devons laisser de côté l'évaluation du risque pour adopter une approche d'évaluation des risques et des avantages.
- Il faut accorder davantage de place à la santé dans les prochains ateliers nationaux des intervenants du PNCC et les consultations publiques sur les plans visant la ratification du Protocole de Kyoto.

PROCHAINES ÉTAPES ET MOT DE LA FIN

Michael Sharpe, gestionnaire/intérimaire

M. Sharpe clôt les travaux en redisant qu'il s'agit du premier atelier sur le changement climatique à réunir des intervenants en santé publique provenant des trois territoires. Les partenariats instaurés aujourd'hui continueront à s'étendre dans l'avenir en vue d'assurer la protection de la santé des populations nordiques. La journée et demi de discussions a permis d'atteindre les objectifs de l'atelier. Les participants ont pris connaissance des nouvelles données sur l'état du savoir à l'égard du changement climatique et de ses incidences possibles. Ils se sont également renseigné sur les études qui ont été réalisées au sein des communautés sur le changement climatique dans le Nord. Il a été question de modèles et des prochaines étapes à franchir dans le dossier du changement climatique et de la santé. Et les participants ont fourni à Santé Canada des orientations sur la façon dont le Ministère peut appuyer ces partenaires du Nord par des activités de partage de l'information et de rayonnement. Santé Canada fournira une trousse d'information aux participants visant à faciliter leur processus décisionnel et l'éducation de leur réseau de santé publique. Santé Canada collaborera également avec les ministres de la Santé des territoires pour mener à terme une évaluation du changement climatique et de la santé dans leur région qui sera intégrée à l'évaluation nationale qui doit être terminée pour 2005.

La prochaine étape consiste à poursuivre notre collaboration et la diffusion de l'information découlant de l'atelier et d'autres activités portant sur le changement climatique et la santé auprès des partenaires de la santé publique de l'ensemble du Nord et du monde entier.